

Qatargate : l'ancien député européen Pier Antonio Panzeri va collaborer avec la justice

Par [Sophie Alary](#), le 17/1/2023 à 07h40

La justice belge a décidé, mardi 17 janvier, de prolonger l'incarcération de l'ex-eurodéputé italien Pier Antonio Panzeri, accusé d'être à la tête d'une organisation criminelle, de corruption et de blanchiment d'argent pour influencer les décisions du Parlement européen. Il vient de passer un accord avec le parquet fédéral pour collaborer en échange d'une réduction de peine.



L'ancien député européen Pier Antonio Panzeri, en prison depuis le 9 décembre 2022 dans le cadre de l'enquête sur le Qatargate, reste incarcéré pendant l'enquête menée par la justice belge. L'Italien était surveillé par les services de renseignement belges depuis au moins un an, et une enquête avait été ouverte à l'été 2022. Lors de l'arrestation de Pier Antonio Panzeri, la police avait saisi à son domicile bruxellois la somme de 600 000 € en espèces. Une procédure d'extradition vise également son épouse et sa fille, qui auraient été « pleinement conscientes de ses activités illégales ».

Pier Antonio Panzeri a signé mardi 17 janvier un accord avec le parquet fédéral belge prévoyant qu'il collaborera désormais avec les enquêteurs en échange d'une peine de prison réduite. L'Italien était surveillé par les services de renseignement belges depuis au moins un an, et une enquête avait été ouverte à l'été 2022. Lors de l'arrestation de Pier Antonio Panzeri, la police avait saisi à son domicile bruxellois la somme de 600 000 € en espèces. Une procédure d'extradition vise également son épouse et sa fille, qui auraient été « pleinement conscientes de ses activités illégales ».

Après le Qatargate, le Parlement européen revoit son immunité contre la corruption

L'ex-parlementaire italien apparaît de plus en plus comme le personnage central de l'affaire de Qatargate qui agite le **Parlement européen**. Il aurait été approché en 2018, peut-être avant, par l'actuel ministre du travail du Qatar, Ali Ben Samikh Al Marri, pour mener un lobbying au sein du Parlement européen. D'après les informations qui ont fuité dans la presse, il aurait également perçu des fonds du Maroc pour appuyer ses intérêts auprès des parlementaires.

Un homme de réseaux influent

Âgé de 67 ans, Pier Antonio Panzeri, né en Lombardie, a démarré sa carrière au sein de la Confédération générale italienne du travail, le plus important syndicat milanais. Il s'est imposé dans les années 1990 à la tête de la chambre du travail de Milan, une institution historique associée à la mémoire du mouvement ouvrier, qu'il aurait continué à fréquenter et à influencer bien après son élection au Parlement.

Après le « Qatargate », le Parlement européen en pleine introspection

Élu sur les listes de plusieurs partis de la gauche postcommuniste italienne, il a exercé trois mandats successifs d'eurodéputé entre 2004 et 2019 et a laissé au Parlement l'image d'un homme de réseaux, relativement discret mais jovial, et même chaleureux. Ne s'exprimant que dans sa langue maternelle, il est surtout influent auprès des députés italophones, notamment le député belge Marc Tarabella, également dans le viseur de l'enquête, et la députée belge d'origine italienne Marie Arena. Tous deux ont récemment reconnu avoir « oublié de déclarer » auprès du Parlement un voyage au Qatar en 2020 financé par les autorités qatariennes.

Deux ONG au centre de l'enquête

Au Parlement européen, Pier Antonio Panzeri a présidé entre 2017 et 2019 la sous-commission des droits de l'homme, puis il a cofondé en 2019 l'ONG Fight Impunity, dont la mission est de lutter contre l'impunité et les violations des droits humains. À Bruxelles, Fight Impunity partage ses locaux avec 11 autres ONG, dont No Peace Without Justice, créée par l'ancienne commissaire européenne italienne Emma Bonino.

L'enquête des autorités belges se concentre aujourd'hui sur ces deux ONG. La justice examine les transferts d'argent effectués depuis les comptes de l'ONG Fight Impunity entre la Belgique, le Maroc et le Qatar. L'argent des pays prétendument corrupteurs aurait aussi pu circuler à travers l'ONG No Peace Without Justice (NPWJ), dirigée par Niccolò Figà-Talamanca, interpellé lui aussi le 9 décembre dernier. Le site Web de NPWJ indique que son secrétaire général a été « provisoirement suspendu ». Sur celui de Fight Impunity, peu fourni, on retrouve notamment un article de Pier Antonio Panzeri publié sur Huffington Post Italie en février 2022, louant les efforts du Qatar en matière de droits sociaux.

Parlement européen : derrière le Qatargate, le Marocgate

Plus étonnant encore, parmi les membres honoraires du conseil d'administration de Fight Impunity, qui figurent encore sur le site Web de l'ONG, on retrouve Emma Bonino ainsi que d'autres personnalités comme l'ancien premier ministre français Bernard Cazeneuve, le Prix Nobel de la paix congolais Denis Mukwege, ou encore l'ex-commissaire européen grec Dimitris Avramopoulos. Ce dernier a récemment déclaré qu'il avait reçu 60 000 € de Fight Impunity entre février 2021 et février 2022, tout en reconnaissant n'avoir effectué aucune activité exécutive pour le compte de l'ONG. L'ensemble de ses membres a démissionné depuis que l'affaire a été rendue publique.